



Monsieur Paul Champsaur
Président
ARCEP
7, square Max Hymans

75730 Paris cedex 15

N/Réf. : SFR/DRRE – MGB/YC – 2008/107

Lettre adressée par porteur

Paris, le 7 février 2008

Monsieur le Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les réponses de SFR à la consultation publique relative à l'analyse du marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire et du marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational.

SFR se réjouit de la reconduction par l'Autorité, dans le cadre de ces nouvelles analyses de marchés, de l'ensemble des obligations imposées à France Telecom tant en matière de dégroupage de la boucle locale cuivre que des offres d'accès large bande.

SFR soutient l'Autorité dans ses analyses de marchés et approuve l'inclusion du génie civil de France Telecom et des offres de mise à disposition de fibre optique passive dans le marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire.

En revanche, SFR estime que les obligations imposées à France Telecom, dans le cadre de ce dernier marché, ne permettront pas de garantir une concurrence loyale et pérenne entre les acteurs qui s'apprêtent à investir. Bien au contraire, si aucune mesure supplémentaire ne venait compléter dès aujourd'hui le dispositif élaboré par le régulateur, grande serait la tentation pour l'opérateur historique de reconstituer son monopole d'accès à la boucle locale et de préempter pour longtemps ce marché du haut débit ; c'est dans ce contexte que la mise en œuvre effective du principe de non-discrimination, dans le cadre de l'accès au génie civil de l'opérateur historique, trouve toute sa place. SFR fait des suggestions de renforcement de l'obligation de non-discrimination susceptibles de pallier l'absence, à ce stade, d'une mise en place de séparation fonctionnelle.

SFR suggère ainsi à l'Autorité d'imposer à France Telecom une obligation de mutualisation, dans le génie civil de France Telecom, du déploiement des fibres optiques des opérateurs investisseurs. Une telle obligation relèverait, ni plus ni moins, que des *moyens associés* à l'obligation d'accès au génie civil de France Télécom.



Une telle obligation permettrait de rétablir le jeu de la concurrence par les seuls mérites et d'éviter que France Télécom, dans ses activités de détail, ne bénéficie de conditions discriminatoires dans le cadre de l'accès au génie civil de France Telecom, en ses qualités de détenteur et gestionnaire de ce génie civil.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Bien cordialement,



Arnaud Lucaussy
Directeur de la Réglementation
et des Etudes Economiques